

TRAGÉDIES SYRIENNES

Révolution volée & exil

DONC, la photo du corps inerte du petit Aylan échoué sur une plage turque aura enfin fait prendre conscience aux gouvernements européens de l'urgence de la question des réfugiés syriens. Si on peut nier l'émotion ou l'indignation qu'une image est capable de susciter, ce n'est pas rassurant d'imaginer que le « choc des photos » puisse désormais être un nouveau paramètre de gouvernance. D'ailleurs, il ne faudrait pas que le réveil émotionnel provoqué par cette image insoutenable phagocyte la compréhension d'une réalité plus large.

Ainsi, le parcours de la famille du petit Aylan Kurdi concentre en soi bien des aspects du calvaire qui a poussé plus de 4 millions de Syriens à s'exiler depuis quatre ans. Abdullah Kurdi, le père d'Aylan, était barbier à Damas où, en 2011, il aurait été arbitrairement emprisonné et torturé durant 5 mois par les services de sécurité, d'après le blogueur syrien Kenan Rahmani. Il a dû vendre son commerce pour payer la caution de 5 millions de livres syriennes (environ 24 000 euros) que lui réclamaient les militaires. La famille part alors à Alep où elle doit fuir les bombardements du régime. Elle se rend à Kobané, sa ville d'origine, mais l'attaque de Daech, en juillet 2014, les oblige à passer la frontière turque. La ville, détruite depuis le départ du groupe État islamique, chassé par les combattants kurdes et l'aviation américaine, est dans un lent processus de reconstruction, aujourd'hui bloqué par l'embargo que lui impose le gouvernement turc. En juin, la demande d'asile qu'Abdullah a faite au Canada – où sa sœur est résidente et a préparé son accueil – est rejetée. La Turquie, quant à elle, refuse de délivrer des visas de sortie aux réfugiés qui ne disposent pas de passeport, ce qui est le cas de la plupart des Syriens en exil. La famille Kurdi débourse alors l'équivalent de 5 000 euros pour tenter une traversée en bateau vers l'île grecque de Kos. La suite, on la connaît, le 2 septembre, le canot chavire, les gilets de sauvetage étaient défectueux, Ayla glisse des mains de son père... Depuis, le Canada a offert la citoyenneté à la famille Kurdi qui l'a refusée, le père ayant déclaré vouloir rester à Kobané, où son fils a été enterré, pour lutter contre Daech.

À l'heure où Bachar al-Assad, le principal responsable de la tragédie syrienne, est remis en selle par l'ensemble de la communauté internationale sur fond de réal-politique, CQFD a souhaité donner la parole aux révolutionnaires civils syriens, qui ont vu leurs espoirs de changement confisqués par des jeux géostratégiques et la militarisation du conflit. Ils nous rappellent que leur lutte continue à travers l'auto-organisation des zones « libérées » et le soutien aux populations civiles qui subissent toujours les attaques du régime – comme le 16 août, à Douma, où 96 personnes ont trouvé la mort suite à un bombardement sur un marché populaire. Nous sommes également partis à Istanbul à la rencontre d'une diaspora syrienne hétérogène, entre exploitation économique et reconstruction culturelle. Tandis que l'on apprend que l'Union européenne débloque plus d'un milliard d'euros pour « fixer » les réfugiés en Turquie, Jordanie ou au Liban et ainsi endiguer l'afflux vers la forteresse Europe...

M. L.



Omar Ibrahim, Suffism, Paris, 2015.



Omar Ibrahim est un peintre syrien né en 1978 à Sweida. Depuis une dizaine d'années, il a voyagé dans de nombreux pays (Japon, Dubai, Liban) avant de s'installer à Paris. Ces toiles, dont beaucoup décrivent avec symbolisme la crise syrienne, sont devenues « sa seule patrie ».

plasticartistomaribrahim.weebly.com
www.facebook.com/PlasticArtistOmarIbrahim

« NOUS VOULONS UN PAYS EN COULEUR! »

En 2011, après 40 ans de silence, de peur et de résignation face à la dictature, les Syrien-ne-s ont libéré leurs voix, leurs corps, leurs esprits. Spontanément, un foisonnement de créations et d'expressions s'est emparé des murs, des banderoles, des rues, des réseaux sociaux. Aujourd'hui encore, ces traces portent la mémoire du soulèvement populaire.

« L

A RÉVOLUTION a vraiment été un moment de déclenchement de la parole, raconte Sana Yazigi, qui a créé le site de la mémoire créative de la révolution syrienne¹. On ne s'arrêtait plus de parler et on ne pouvait pas croire ce qu'on entendait : nous nous entendions nous-mêmes parler à haute voix, danser, crier, nous opposer au régime. On écrivait, on récitait des poètes du monde entier, on reprenait des chansons traditionnelles en y adaptant des paroles portant nos revendications. »

En février 2011, les enfants de Deraa furent les premiers à se libérer de la propagande du parti Baath. Inspirés par les révolutions en Tunisie et en Égypte, une quinzaine d'insolents de 9 à 15 ans écrivirent sur les murs de leur école des paroles que les Syriens n'avaient pas encore l'audace d'imaginer : « Ton tour arrivera docteur », « Le peuple veut la chute du régime ». Si la révolution trouve ses causes profondes dans des décennies d'oppression et dans l'explosion des inégalités sociales, ce petit acte subversif en a été l'étincelle. La réponse du régime a été d'une telle violence – les gamins ont été arrêtés et torturés plusieurs semaines par les moukhabarat² – que plusieurs villes et villages ont commencé à se soulever. Un peu partout, des slogans simples mais clairs se sont répandus sur les murs.

« Dès les premiers jours, les forces de sécurité tiraient à balles réelles sur les manifestants. Je me rappelle bien de mon sentiment mêlé de peur et de fierté, parce que c'était très risqué et en même temps ça a été pour nous le moment où on s'est mis à vraiment aimer notre ville. C'était la première fois qu'on entendait sa voix, où on a commencé à sentir la force de la voix de masse », se remémore Oussama, jeune révolutionnaire de Douma, aujourd'hui en exil à Beyrouth.



Les villes se soulèvent en solidarité avec les enfants de Deraa. Sur les capes rouges il est écrit « Liberté ».



« Le peuple contre les abus de l'armée libre et des religieux. »



« Nous voulons un pays en couleur. Liberté. Justice. » Les femmes libres de Darea, 8 août 2012.



« Nous reviendrons. » Fresque peinte en hommage aux habitants de Homs fuyant les bombes.

« On créait nos mots tous ensemble, on partageait nos imaginaires, nos revendications, nos valeurs. »

Pour autant, la plupart de ceux qui sortaient dans la rue n'étaient pas des activistes ou des opposants chevronnés. « À ce moment-là, on ne pensait même pas au courage, on était pris par cette explosion, se souvient Sana. J'ai vu une jeune fille courir dans une rue sous les yeux d'un sniper afin d'aller écrire "Liberté" sur un mur, avec une bombe de peinture cachée sous son voile. Quand je lui ai demandé pourquoi elle avait pris un tel risque, elle m'a répondu qu'elle n'en savait rien, elle devait le faire, c'est tout. »

Fadwa, aujourd'hui réfugiée en France, était une figure active de la révolution dans la région de Damas et de Homs : « Une part importante de la préparation des manifestations était le choix des slogans qui devaient porter les valeurs de notre révolution, contre le régime et contre les islamistes. On se répartissait les tâches : certains étaient chargés d'amener du carton, des tissus, de la peinture, d'autres s'occupaient de trouver des lieux sécurisés car on devait se cacher pour préparer tout ça. À Berzeh par exemple, j'ai préparé des banderoles dans une étable. Souvent, on se donnait rendez-vous dans des maisons isolées. Une seule personne déterminait l'endroit et on faisait ensuite circuler l'information entre nous. » Dans ces moments de confection se vivait tout ce que les moments révolutionnaires rendent possible : la discussion, le collectif, la rencontre entre quartiers, communautés, classes sociales, etc. Une expérience nouvelle dans un pays où auparavant tout rassemblement ou voix dissidente étaient interdits et réprimés. « Pour chaque manifestation ou funérailles d'un martyr de la révolution, on discutait pour choisir un thème à mettre en avant, poursuit Fadwa. On essayait de condenser l'essence de notre révolution dans nos mots. Je garde ces moments en mémoire comme les temps merveilleux de la révolution. On créait nos

slogans tous ensemble, on partageait nos imaginaires, nos revendications, nos valeurs. Dans les groupes auxquels j'ai participé, il y avait de tout : des étudiants, des travailleurs, des artistes, des médecins, des gens de milieux populaires, etc. D'ailleurs, personne ne signait, et pas seulement par peur de la répression : les banderoles étaient anonymes parce que c'était des mots collectifs. L'individu se fondait dans l'appartenance populaire. »

Les banderoles témoignent ainsi de l'évolution du message révolutionnaire. En plus de porter des revendications et des valeurs, elles réagissent souvent à l'actualité et cherchent à répondre directement à la propagande du régime, qui a tout de suite présenté le soulèvement comme une tentative de prise de pouvoir par des terroristes sunnites soutenus par des forces étrangères et qui aboutirait à l'éradication des minorités, dont il se prétendait le seul protecteur. Le petit village de Kafranbel est ainsi devenu célèbre pour ses banderoles où les habitants exprimaient jour après jour, leurs états d'âme, leurs messages au monde en s'adressant directement à Obama, Poutine, Ban Ki Moon ou à tel ou tel peuple.

L'image et le dessin ont commencé à apparaître, ainsi que des collectifs de graffeurs développant leur propre style à travers de grandes fresques. Les caricaturistes amateurs tournaient en dérision l'image, jusque-là intouchable, du président et de sa clique. Grâce au piratage d'une boîte mail privée du président, tout le monde a pu apprendre que sa maîtresse l'appelait « mon canard », les moqueries ont pu ainsi être déclinées sous des formes diverses. La communauté internationale, les pays impliqués dans le conflit, les extrémistes religieux et les dérivés des opposants syriens n'ont pas non plus échappé au regard mordant des caricaturistes.

Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui s'accordent à enterrer la révolution syrienne, voire à douter qu'elle ait réellement existé. Toutes ces formes d'expression populaire témoignent pourtant d'une vitalité encore active, même si, à la course aux décibels, elles sont couvertes par le vacarme des armes, des vidéos chocs de Daech, de la propagande pro-Bachar, des analyses géopolitiques de haut vol et des atermoiements de la communauté internationale.



Poutine et l'Iran à la rescousse de Bachar. Kafrandel, 3 janvier 2015.

À Kafrandel par exemple, les habitants continuent à produire des banderoles. Même mis à mal par la dureté de ce qu'est devenue la vie quotidienne des Syriens, les effets de ce mouvement créatif, pacifique et populaire s'inscrivent dans un temps mémoriel plus long. « C'était un moment de liberté. On a cassé un mur et on s'est complètement transformés, ressent Sana. Notre mentalité, notre vie quotidienne, notre relation à l'univers, notre imaginaire, tout a changé : on s'est réapproprié les rues, les bâtiments, alors qu'avant on savait

qu'on n'était que des nombres. Auparavant, on vivait dans un endroit qui ne nous appartenait pas, avec des gens qu'on ignorait. La révolution a révélé en nous un sentiment d'appartenance très fort. »

CHARLOTTE ROUAULT

1. www.creativememory.org. Ce site archive et documente les diverses expressions de la révolte contre le régime.

2. Les différents services de sécurité sont la matrice du régime policier et tortionnaire syrien. Avant la guerre, on comptait un agent pour 153 citoyens de plus de 16 ans.

BACHAR, TUEUR EN SYRIE

Depuis mars 2011, l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a comptabilisé 240 381 victimes de la guerre en Syrie. L'organisation précise que ce bilan, établi au 6 août 2015, est une estimation qui ne tient pas compte des quelque 30 000 personnes portées disparues, sur lesquelles près de 20 000 sont détenues dans les prisons du régime. L'OSDH fait état de 71 781 pertes civiles, dont 59 817 adultes et 11 964 enfants. Ce sont près de 80 000 combattants des forces anti-régime qui ont été tués dans le conflit, contre environ 90 000 soldats et miliciens pro-régime. Par ailleurs, l'armée, qui comptait aux alentours de 220 000 hommes en 2011, s'est aussi vidée de plus de la moitié de ses effectifs par la désertion et l'insoumission. Le bilan dressé par le VDC (Violations Documentation Center in Syria), cité par *Le Monde* du 13 mars 2015 recense, lui, 112 423 victimes directes du régime dont 81 596 sont des civils. Arrestations, détentions arbitraires, snipers, tortures systématiques, disparitions, exécutions sommaires, emploi du gaz sarin sur la population, utilisation des femmes comme boucliers humains, largage de barils d'explosifs depuis les airs sur les populations civiles constituent le cauchemar des Syriens depuis le printemps 2011. Des campagnes de viols, mises en place par les milices de Bachar Al-Assad à l'aube de la guerre civile, sont mentionnées dans *Le Monde* du 4 mars 2014 comme l'une des causes possibles du soulèvement de la population contre le régime. Lors de ces raids criminels, qui continuent encore à être organisés, les miliciens sont munis de stimulants sexuels. Un rapport de l'ONU accuse le gouvernement de faire violer

et supplicier des enfants sous le regard de leur famille.

Autre constat glaçant, effectué par l'OSDH le 13 mars 2015, 12 751 prisonniers – dont 108 enfants – sont morts sous la torture dans les geôles du tyran. Un photographe de la police militaire du régime, désormais connu sous le pseudonyme de César¹, a pu documenter ces atrocités : l'album horrifique de César présente les 54 000 photos, clandestinement sorties de Syrie en 2013, de 11 000 cadavres décharnés portant des marques de chaînes, de brûlures, de lacérations et d'énucléation par des agents chimiques. Les clichés, authentifiés par des juristes internationaux, confirment les accusations de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité portées, en décembre 2013, à l'encontre de Bachar el-Assad par le Conseil des droits de l'homme.

Le 7 septembre dernier, François Hollande a cru pouvoir résumer les causes de l'exode des Syriens en ces termes : « C'est Daech qui fait fuir, par les massacres qu'il commet, des milliers de familles. » Le 16 septembre, même son de cloche chez Marine Le Pen qui a déclaré sur France Inter : « Ce n'est pas Bachar el-Assad aujourd'hui qui persécute les populations syriennes, c'est l'État islamique. » L'horreur spectaculaire des exactions commises par Daech, va-t-elle définitivement occulter aux yeux du monde les crimes perpétrés, depuis plus de quatre ans, par le régime syrien sur sa population ?

JÉRÔME COIGNARD

1. <http://www.amnesty.fr/Nos-campagnes/Stop-Torture/Dossiers/Syrie-effroyable-album-de-Cesar-11746>.

« De cette expérience de souffrance, nous pouvons extraire un sens d'émancipation »

Yassin Al Haj Saleh est un écrivain syrien, connu pour être un des théoriciens de la révolution syrienne. En 1980, à l'âge de 19 ans, il est emprisonné pour seize années par le régime d'Assad en tant que militant communiste. De cette expérience, il en ressortira un livre, *Récits d'une Syrie oubliée – Sortir la mémoire des prisons*, édité par Les Prairies ordinaires en avril dernier. Aujourd'hui réfugié à Istanbul, Yassin Al Haj Saleh revient pour CQFD sur son expérience de la prison et celles de la révolution et de l'exil, mais aussi sur l'importance de la question culturelle syrienne pour lutter contre l'oubli.

Quelles étaient tes activités depuis ta sortie de prison en 1996 ? Comment t'es-tu engagé dans la révolution syrienne ?

Yassin Al Haj Saleh : En sortant de prison, à 35 ans, j'ai terminé mon cursus de médecine que j'avais commencé juste avant mon incarcération mais je n'ai jamais pratiqué. J'ai commencé alors à écrire sur les faits politiques, sociaux et culturels en Syrie et au sein du monde arabe dans divers journaux comme *Al-Nahar*, *Al-Quds al-Arabi* ou *Al-Jamhouriya*.

Durant les deux premières années de la révolution, avec ma femme, Samira Khalil, qui elle aussi a été emprisonnée par le régime de 1987 à 1991, nous nous sommes engagés dans la mise en place des comités locaux de coordination à Damas. J'ai vécu ces deux années en clandestinité car les forces de sécurité pouvaient m'incarcérer à nouveau. J'écrivais énormément pour couvrir ce qui se passait alors et je voulais m'exprimer librement et sereinement sur ce moment exceptionnel pour notre pays.

Durant 16 mois, notre ennemi commun était Bachar el-Assad. Puis le conflit s'est internationalisé avec l'arrivée des djihadistes, l'aide de l'Iran et de la Russie au régime... La situation est devenue plus confuse et nous avons dû nous cacher à Douma, dans la Ghouta libérée, en avril 2013. Deux mois plus tard, je suis parti pour Raqqa, ma ville natale et sur la route, j'ai appris que deux de mes frères avaient été kidnappés par Daech, et encore aujourd'hui je ne sais pas ce qu'il est advenu de l'un d'eux, Feras. En octobre, je suis parti pour Istanbul. Samira n'a pas voyagé avec moi car le trajet était trop périlleux et ma situation était plus dangereuse que la sienne : j'étais à ce moment recherché à la fois par le régime et dans le collimateur de Daech. Le 9 décembre 2013, deux mois après mon arrivée à Istanbul, Samira a été enlevée par un groupe armé islamiste de Douma avec trois autres militants, Razan Zaitouneh, Wael Hamada et Nazem al-Hammadi¹. Je n'ai depuis aucune nouvelle d'elle.

J'essaie encore aujourd'hui de me battre pour plus de compréhension face à cette guerre complexe afin de donner une base politique efficace à notre lutte. Face à la tyrannie du régime et à la tyrannie des groupes islamistes, mon rôle, en tant qu'écrivain, c'est d'exprimer la dignité de notre peuple et de notre révolution.

Tu fais un parallèle entre tes années de prison, la révolution et l'exil. En quoi ces expériences peuvent-elles être émancipatrices ?

Personnellement, ma condition n'est pas celle d'un exilé. Premièrement, comme Samira est toujours prisonnière, mon identité est fragmentée, je ne me sens pas entièrement moi-même ici à Istanbul. Deuxièmement, je n'ai pas quitté le pays pour « survivre » et je partage actuellement avec la moitié de la population syrienne une expérience de masse. Exilé n'est pas le bon mot. Je suis un intellectuel de la classe moyenne, un écrivain qui peut continuer ici à exercer son

métier : tenter de donner un sens à cette expérience, qui, j'en suis sûr, transformera en profondeur la société syrienne.

De cette expérience de souffrance qu'est notre actuelle condition de réfugié, nous pouvons extraire un sens d'émancipation. Mes années en prison ont été une guerre personnelle, et malgré l'isolement, malgré la torture, j'ai « aimé » mon expérience de prisonnier. Elle m'a libéré de mon idéologie politique, m'a apporté d'autres savoirs, une culture à part entière, une nouvelle mémoire. Pour moi la révolution syrienne était porteuse d'un changement potentiel inédit : je voulais revivre cette expérience émancipatrice rare et c'est pourquoi je suis rentré en clandestinité, pour vivre pleinement et librement ce moment. Je me suis engagé pour changer mon pays mais aussi pour me changer moi-même entièrement une seconde fois, à l'âge de 50 ans. Mais cette expérience s'est révélée tragique et je commence à penser qu'il valait peut-être mieux ne pas espérer être personnellement transformé à nouveau...

Ne te sens pas-tu paradoxalement plus libre à Istanbul qu'en Syrie ?

J'ai une certaine liberté ici, certes, dans le sens où je me sens plus en sécurité, éloigné de la possibilité de la prison et de la torture. Mais ma relative liberté n'a pas de sens car elle reste une expérience individuelle, elle n'est pas ancrée dans une liberté collective. Cette liberté individuelle n'est pas productive pour les Syriens, elle ne nous libère pas nous-mêmes.

Pourquoi avoir refusé l'asile politique en Europe ?

J'ai fait une demande d'asile politique auprès d'un pays de l'Union européenne que je ne citerai pas. Samira n'avait pas encore été capturée à cette époque et nous y avions des amis ainsi qu'une connaissance qui était proche d'un fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères de ce pays. Après avoir commencé les démarches administratives, j'ai réalisé l'entretien préalable pour demander le statut de réfugié politique. Mais j'ai été trop honnête en affirmant que je ne voulais pas leur être redevable en quoi que ce soit et que je pouvais gagner ma propre vie. Tout est fait pour que l'on mente lors de cet entretien, mais j'avais juste besoin d'un passeport, pas d'une maison ou d'argent. Je ne voulais pas être dans une deuxième prison à ciel ouvert ! L'asile politique est un système paternaliste auquel il faut se plier et qui nous dépouille de notre individualité politique en échange de la sécurité et de revenus.

La très grande majorité des Syriens n'ont pas de passeport et c'est une situation particulière que la communauté internationale a refusé d'admettre, ce qui ne nous facilite pas nos mouvements. Cela participe à prolonger à l'échelle mondiale la politique répressive du régime envers les Syriens. J'ai décidé de rester en Turquie où je me sens plus proche des deux millions de mes compatriotes



Photo Guillaume Cortade, Istanbul, août 2015.

Nous avons rencontré Salma, Hani, Majd, Oussama, Abou Selma, activistes civils imprégnés des valeurs d'anti-autoritarisme et de démocratie directe. Originaires de Damas et de sa région, notamment de la ville tristement célèbre de Douma et du camp de Yarmouk, ils vivent à présent à Toulouse, Paris ou Beyrouth, où ils ont pu venir « souffler un peu » pour se préparer à la suite de leur combat. Pour eux, l'issue du conflit ne se résume pas à « Bachar ou la Charia », repris en chœur de l'extrême gauche à l'extrême droite. Ils ressentent la réhabilitation actuelle du despote comme un coup de poignard dans le dos, jetant par là même les opposants syriens dans le sac de l'obscurantisme salafiste. Écrasés, ils ne capitulent pas. Ce serait se trahir soi-même. À travers ces témoignages, CQFD souhaite contribuer à redonner la parole à ces invisibles.

et à proximité géographique de la Syrie et de Samira. Je pense qu'il n'existe plus de potentiel révolutionnaire en Europe. Trois cents ans de domination européenne nous ont enseigné la condescendance : il faut désormais apprendre à nous soustraire de la violence hégémonique occidentale.

Quel est ton regard actuel sur la gauche internationale depuis la guerre en cours en Syrie ? Te considères-tu toujours comme communiste ?

Pour une certaine gauche, notamment arabe, la situation syrienne n'est pas un échec. Beaucoup d'entre eux sont restés des orphelins de l'URSS et sont sur une ancienne ligne anti-impérialiste, revendiquant un État patriarcal, ce qui les a amenés à soutenir des personnages autoritaires comme Assad, Saddam Hussein, le colonel Kadhafi ou Hugo Chavez. Ce sont en quelque sorte des fondamentalistes au même titre que les islamistes.

Quant à la gauche internationale, elle a perdu toute perspective historique, elle est juste, et on le voit en Europe, dans une position de gestion des crises. Ils sont européenocentrés, et se foutent de la réalité sociale syrienne, du fait religieux dans notre pays, de l'histoire de la gauche syrienne. Ils préfèrent ainsi se focaliser sur Daech, qui tue de façon spectaculaire, plutôt que sur Bachar el-Assad, qui nous massacre tous les jours, mais de façon plus insidieuse.

Je suis toujours de gauche bien entendu. À l'époque où je me suis fait emprisonner comme militant communiste, notre groupe d'étudiants critiquait le système soviétique et la dépendance du Parti communiste syrien envers Moscou. On était influencés par le communisme européen, les mouvements de gauche de l'Italie des années 1970. Mes lectures en prison associées à mes « racines dissidentes » et à la chute du mur de Berlin ont reconfiguré mon engagement communiste. Suite à ce qu'a perpétré le clan Assad dans notre pays, je me définis aujourd'hui davantage comme un défenseur de la réappropriation de l'État, au même titre qu'il faut se réapproprier nos moyens de production ou notre culture. L'État peut être un véritable Léviathan lorsqu'il est aux mains de la production capitaliste.

Quelles sont tes activités aujourd'hui à Istanbul ? Pourquoi engager un travail de réflexion sur la culture ?

Je suis un des sept co-fondateurs d'Hamisch¹, qui signifie « la marge » en arabe. C'est un centre culturel indépendant syrien, créé en mars 2014 par des Syriens et des Turcs qui se veut un espace d'échange d'expériences et de pratiques autour de l'art, de la politique, de l'identité, de l'exil. C'est aussi un lieu de coopération entre artistes, universitaires, militants et écrivains pour briser les frontières entre l'intellectuel et le non-intel-

lectuel, le politique au sens étroit du terme et le non-politique. Nous organisons ainsi régulièrement des projections de documentaires, des conférences, des expositions ou des concerts.

Notre objectif avec Hamisch, c'est de donner une visibilité aux Syriens non pas en tant que « victimes », mais en tant qu'individus créatifs capables de se révolter, en tant que peuple capable de réinventer

son identité et sa culture. Comme pour un prisonnier, le pire sentiment pour un réfugié c'est l'attente. Et pour tuer l'attente, nous nous parlons. Nous étions en Syrie dans un régime qui niait nos vies, nos histoires. C'est un régime d'oubli qui efface toute mémoire collective et contrôle nos peines et nos souffrances. Face à cette machine étatique qui anonymise pour mieux régner, les Syriens doivent se réapproprier leur récit pour lutter contre l'oubli. Nombre de Syriens sont passés par les geôles d'Assad, nombre d'hommes et de femmes se sont engagés dans la révolution et la moitié du pays – qu'ils soient sunnites, chiites, Kurdes ou chrétiens – est aujourd'hui en exil. Ces mémoires communes doivent servir de base collective pour reconstruire la société syrienne et engager une révolution culturelle. La culture est un espace stratégique de la pensée qui peut nous permettre de donner un sens à notre situation actuelle. Et si en arabe, il y a une assonance entre les mots pour dire « terre d'oubli » et « exil », il en existe aussi une entre « souffrance » et « sens ».

PROPOS RECUEILLIS PAR MICKAËL CORREIA

¹. Une campagne internationale a été mise en place en solidarité avec « Les 4 de Douma » : <https://douma4.wordpress.com>.
². <http://hamisch.org/?lang=en>.

« **O** N NOUS A VOLÉ la Révolution ! », s'exclame Majd, acteur de la première heure du Printemps syrien, récemment réfugié dans l'Hexagone. Issus de la révolte populaire de mars 2011, des réseaux de résistance prennent corps dans un continuum entre militants en exil et ceux œuvrant dans les zones libérées. Ils sont ignorés des médias au profit d'analyses géopolitiques sans fin, ont subi la répression féroce et fait face la militarisation rapide du soulèvement, coincés par le développement des mouvements islamistes et djihadistes soutenus par les puissances occidentales et régionales. Et finalement, ils se voient trahis par une opposition officielle de notables en exil pantouflarde, corrompue et désincarnée. Malgré tout, ces réseaux tentent de garder vivace l'esprit révolutionnaire des débuts. Même lorsqu'ils se retrouvent acculés à organiser la survie dans des zones assiégées, ne pas se rendre est leur dernier espoir de voir un jour le régime chuter.

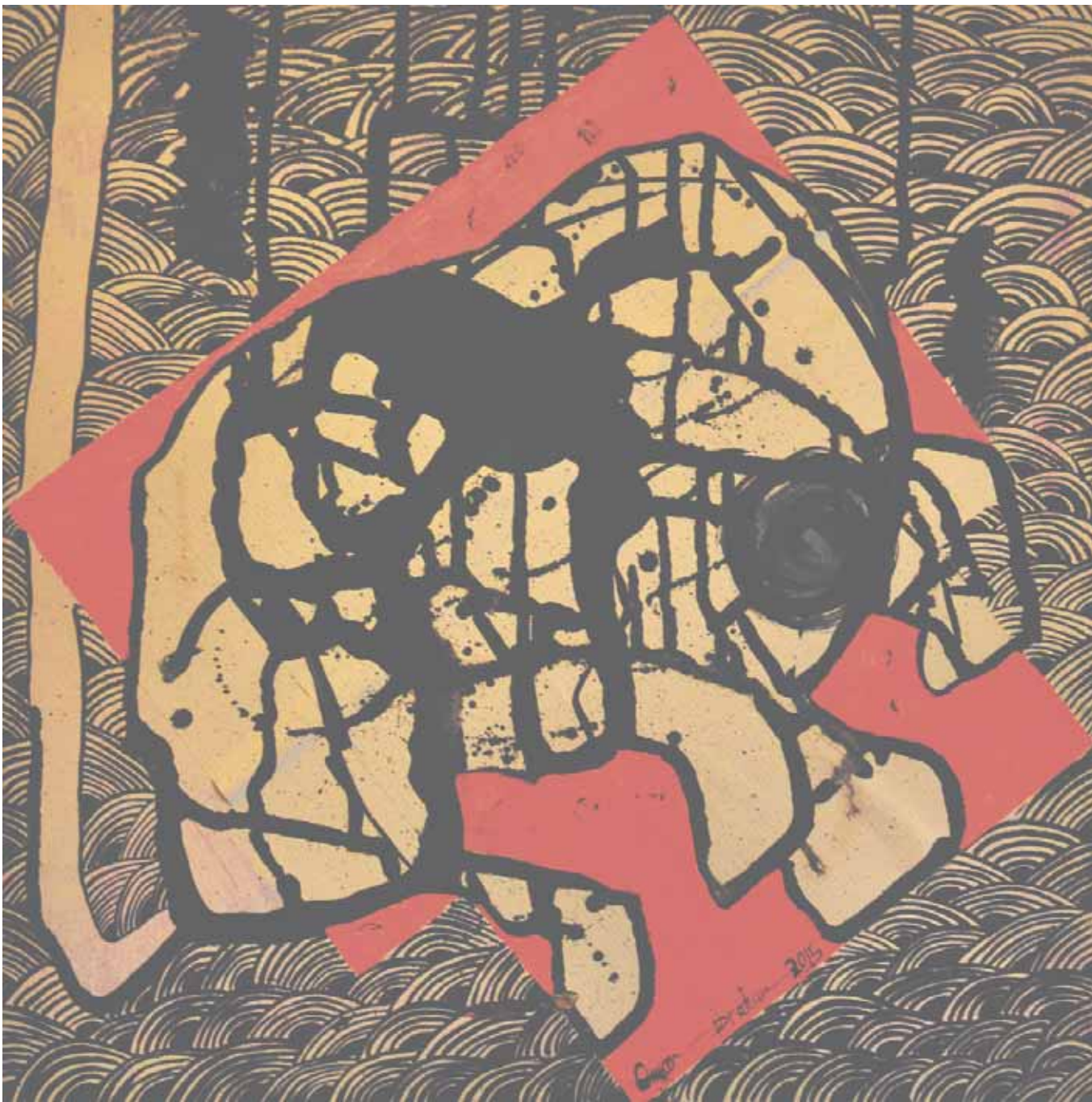
Du mouvement populaire à la clandestinité

À l'été 2012, un peu plus d'un an après le début du Printemps syrien, le mouvement social qui avait émergé avec les premières manifestations hebdomadaires, après la prière du vendredi, s'est vu contraint à la clandestinité sous la violence de la répression orchestrée par Bachar el-Assad. Des réseaux de résistance civile s'organisent dans l'agglomération damascène et ses villes de banlieue. Salma, qui vivait en famille dans un quartier « loyaliste » du centre-ville, se

souvent : « Le basculement a eu lieu à Damas en juillet 2012, quand quatre hauts généraux ont été assassinés. D'importantes défections ont eu lieu dans l'armée, le climat a tourné à l'insurrection. Le régime a alors changé de stratégie. Les manifs du vendredi sont devenues des bains de sang. Je n'y allais plus. Il n'y a plus eu de rassemblements populaires, mais des activités clandestines de soutien logistique et de ravitaillement aux zones qui se libéraient. » Hani, son mari, précise cette entrée en clandestinité, en même temps que se constituaient des milices d'autodéfense dans les quartiers, qui allaient donner naissance à l'Armée syrienne libre : « On n'arrivait plus à circuler à Damas. Je me suis fait arrêter avec une somme d'argent provenant de dons, destinée à être acheminée en zone libre. D'autres activistes, des passeurs, aidaient les soldats à désertir. Des numéros de téléphone spéciaux circulaient, à appeler quand un soldat voulait faire défection. Souvent le passeur lui répondait : « Avec ou sans ton arme ? » Bien sûr c'était plus intéressant avec une arme. »

Oussama, ex-fonctionnaire au ministère des Affaires étrangères, actuellement à Beyrouth, témoigne de ce basculement à Douma, ville « libérée » située au nord-est de la capitale, dans la Ghouta orientale : « En 2012, on a commencé à se sentir vraiment assiégés. J'ai perdu dans cette période des proches tués sur les check points de manière expéditive. Il n'y avait ni arrestation, ni tribunal, ni rien. On avait peur de bouger. La première personne que j'ai perdue c'était mon neveu. Étudiant à l'université, il a été arrêté et torturé pendant 70 jours. Ensuite, j'ai perdu mon cousin, marchand de Douma,

RÉVOLUTION CONFISQUÉE ?



Omar Ibrahim, Horse in the Orange Box, Paris, 2015.

« Les manifestations ont disparu, les activistes ont été pris dans l'urgence humanitaire imposée par la répression. L'esprit militant a changé, nous venions de perdre l'initiative de la révolution. »

tué par les soldats du régime. Après j'ai perdu un ami d'enfance qui habitait dans le même quartier, il a été tué par un sniper. À la fin de l'année 2012, il y avait 24 snipers à Douma qui couvraient toutes les rues. » Majd a aussi participé au mouvement populaire de Douma, en s'improvisant reporter de terrain, lui, issu une famille analphabète, qui n'avait jamais connu d'activités politiques : « Les discussions politiques, celles qui avaient émergées dans les coordinations de la révolution, ont cessé d'exister. Elles ont été réduites à néant par le niveau de violence. Le territoire a été

découpé, délimité par la cartographie des snipers. Les manifestations ont disparu, les activistes ont été pris dans l'urgence humanitaire imposée par la répression. L'esprit militant a changé, nous venions de perdre l'initiative de la révolution. »

Le réseau Razan Zeitouneh

Hani, Salma, Majd font partie d'un des plus grands réseaux toujours vivace autour de Damas, le réseau Razan, du nom de Razan Zeitouneh. Cette jeune avocate damascène a été enlevée, avec son mari Wael Hamada et deux de ses collègues (dont la femme de l'écrivain Yassine El Hajj Saleh), depuis bientôt deux ans à Douma. Tout laisse à penser que le rapt a été commis par un seigneur de guerre local libéré des geôles par les forces du régime¹. Elle a contribué au Violations Documentation Center, qui effectue un travail de documentation sur les crimes

¹. On parle du « commerce du djihad », une stratégie du régime qui fait référence à la libération de prisonniers djihadistes en 2011 dans le seul objectif de créer un contre-pouvoir à la révolution civile.

du régime, et demande la libération de tous les prisonniers politiques. À Douma, elle est à l'origine d'un centre de protection des femmes, où plus de 300 femmes se voient distribuer régulièrement des paniers de survie : pour les habitants de Douma, survivre est devenu une façon de résister. Majd témoigne : « Je suis actif dans la coordination de projets locaux, notamment pour les hôpitaux et l'enseignement. Avec la répression, tous les services publics ont cessé. J'ai participé à la création de 7 centres éducatifs, qui accueillent de 200 à 250 enfants. J'enseignais à des enfants de tous milieux. On a mis en place des pédagogies ludiques, bien différentes de l'école disciplinaire du régime. L'économie locale est limitée mais solidaire entre les localités de la Ghouta, notamment dans la confection de vêtements. Il y a encore des matières premières et des outils de production, des usines désaffectées cédées par les propriétaires et mises au service de la communauté de la zone libre. À cause de l'absence des bailleurs de fonds internationaux ou d'ONG comme le Croissant rouge, d'autres relais se sont faits à l'extérieur et un système de

financement propre a été mis en place, avec des courtiers de circonstance : un mécanisme entre les flux de personnes qui entrent avec des dollars, c'est-à-dire nous ou nos réseaux de soutien² et ceux qui sortent, les Syriens qui fuient et échangent leurs devises. C'est une logique bancaire de guerre. » Oussama confirme : « Notre vision du travail c'était d'aider les civils. On n'a jamais pensé à aider les militaires. Ils ont leurs propres financements. Nous agissions dans plusieurs secteurs : médical, éducatif, alimentaire. Nous ne pouvions pas travailler d'une manière trop structurée, sinon nous risquions d'être découverts par le régime. C'était très difficile, on a eu des problèmes de transfert d'argent, de nourriture, car même quand tu veux tout simplement parler avec quelqu'un dans la rue, tu es observé et contrôlé. Je transférais souvent de l'argent d'une maison à une autre, d'une personne à une autre personne, quelques fois j'ai dû marcher avec des milliers de dollars, ça aurait pu me coûter la vie. »

Hani, ancien restaurateur de maisons anciennes, a dû abandonner son activité dès 2012. Il raconte les premiers pas du collectif d'ingénieurs activistes qu'il a contribué à fonder à Damas : « En 2013, on pouvait faire des allers-retours en zone libre. C'était un autre monde qui se dessinait, coupé de tout et en premier lieu des besoins élémentaires comme l'eau, l'électricité, le gaz. On a commencé à tester des modèles de fours solaires, de méthaneiseurs, à Damas, pour ensuite les diffuser dans d'autres quartiers, afin de trouver des alternatives aux ressources énergétiques étatiques. Un paysan de Douma a accepté de mettre en pratique nos tests. Le réseau continue son activité depuis deux ans. Au début, il fonctionnait sur des dons, mais la population s'est appauvrie. On recherche alors des soutiens extérieurs. C'est notre façon de participer à la révolution, mais ça a un côté frustrant, car la réalité de la résistance se fait sur le front aujourd'hui. »

Presque au même moment, au sud de Damas, dans le camp palestinien de Yarmouk, Abou Selma, enseignant de langue arabe à l'université, monte la première école libre sur ce territoire de la ville mis sous embargo par le dictateur. Cet ancien militant du parti communiste palestinien, s'en est depuis longtemps distancié à cause des ses accointances avec le régime. Yarmouk, entre clairement dans la révolution, en juillet 2012, au moment des frappes aériennes du régime. « À partir du premier bombardement, les obus sont devenus quotidiens et visaient les écoles. Les écoles dépendant de l'UNRWA (ONU) à Yarmouk ont fermé. Moi, ma femme et une nièce, nous avons trouvé une salle de mariage en sous-sol qui s'appelait "la Salle dorée damascène" : c'est devenu "l'École damascène". On avait deux demi-journées d'école et 1200 élèves, en nombre fluctuant. Comme il y a eu une grande fuite de compétences dans le corps enseignant, il ne restait que les gens peu diplômés ou spécialisés, des jeunes filles avec le BAC, au mieux un début d'études. Nous étions trois hommes seulement. Je les ai formées, et elles sont devenues les meilleures institutrices de toute la Syrie. » Il poursuit : « L'Armée syrienne libre était stationnée dans le centre de Yarmouk et notre immeuble a été bombardé sept fois par le régime. Nous élaborions des stratégies pour ne pas faire sortir tous les élèves en même temps. Au bout d'un an, il y a eu cinq autres écoles créées dans d'autres zones de Yarmouk. Il en reste trois aujourd'hui. Derrière ce projet, il n'y avait pas de bailleurs internationaux, mais des individus engagés qui s'étaient regroupés pour financer. Notre idée était de

². voir le site adoptrevolution.org.



Omar Ibrahim, The constrained Authority, Beyrouth, 2015.

sauver la société civile de Yarmouk, quoiqu'il arrive, afin que l'éducation et l'enseignement reste une priorité intemporelle et au dessus de toute influence. »

L'autonomie malgré la guerre

Ces réseaux d'activistes, à Douma comme dans d'autres zones de Syrie, s'appuient plus ou moins efficacement sur les conseils locaux, tentative de structuration de la résistance syrienne à l'échelle du pays. En octobre 2011, Omar Aziz, militant anarchiste mort en prison en février 2013, a fondé le comité local de Berzeh. Il appelait les Syriens à s'organiser indépendamment de l'État, sous des formes d'autogestion et par des pratiques horizontales et collaboratives. Toutes les provinces sont aujourd'hui dotées d'un conseil, excepté Damas, le cœur du dispositif sécuritaire du régime.

Pour la plupart de nos interlocuteurs, se structurer au niveau local, y compris sur des missions purement humanitaires et de survie, a été compris comme une forme de résistance à la politique de terre brûlée des zones assiégées orchestrée par Bachar el-Assad. Au début, il fallait à tout prix éviter que celle-ci n'emporte tout sur son passage et en même temps créer une administration de substitution pour assumer les services publics prioritaires (justice, eau, déchets). Salma précise l'importance de ces conseils locaux : « Dans certaines villes, les conseils locaux ont réussi à convaincre les employés des services publics de rester en poste, notamment dans les écoles ou les usines électriques. Alors même que le régime coupait les salaires des fonctionnaires dans les zones libres pour les inciter à abandonner leur poste. » Elle poursuit : « Derraya, c'est le projet le plus avancé depuis la révolution. Ça a toujours été une ville ouverte, avec de premières initiatives politiques dès 2002/2003, comme la bibliothèque municipale et l'organisation d'un nettoyage des rues pour combler les carences de l'État : ça avait beaucoup effrayé le régime. La ville est toujours restée mobilisée malgré les intenses bombardements menés par Maher el-Assad, frère du président, commandant de la 4^e division en stationnement. Sous le blocus, la vie est dure : il n'y a pas de terres agricoles qui permettent de tenir le siège [ndlr : on comptabilise plus de 400 barils d'explosifs balancés sur la ville dans les deux derniers mois]. Mais les habitants ne cèdent pas aux pressions d'Assad, qui leur fait miroiter un cessez-le-feu. » Derraya, située dans le Rif, à proximité de Damas, est considérée comme l'expérience la plus achevée de conseil local, alors qu'elle est devenue l'un des fronts les plus chauds du conflit : dès 2012, il est décidé que les groupes armés soient soumis à l'autorité du

« La prise de pouvoir par certaines milices n'est pas le miroir de la réalité sociale, mais un état du rapport de force géopolitique. »

conseil local et les opérations militaires soient discutées avec les autorités civiles. Oussama évoque les conseils locaux de Douma : « Cette ville est assiégée depuis au minimum deux ans, mais elle a continué à chercher l'alternative, à être solidaire, sans recourir à un système hiérarchique. Les habitants ont réussi à créer un système civil et, bien qu'ils vivent dans des conditions vraiment difficiles, c'est en même temps systématisé et organisé. On a eu un conseil local élu démocratiquement, qui assure les travaux municipaux. Les groupes militaires restent à l'extérieur de la ville, il est interdit d'être armé dans la ville. »

Une opposition en exil discréditée

« À travers les conseils locaux et la structuration des projets d'autonomie, on espérait aussi se construire une légitimité représentative, dans l'attente hypothétique d'une aide internationale ou face aux groupes armés qui capitalisent sur leurs faits d'armes et les financements étrangers. » Mais Abou Selma évoque ses déboires avec l'ONU : « On a commencé à envoyer des messages à l'ONU pour leur annoncer la réouverture des écoles, le nombre d'élèves, le programme et à appeler les organisations internationales à prendre leurs responsabilités, à nous soutenir. On nous a ignorés. Plus tard, on a envoyé des listes avec les dossiers d'inscription et les résultats à l'UNRWA. Finalement on a reconnu nos écoles, à condition qu'elles enseignent le programme officiel syrien. Au moins, les élèves sortis de nos écoles ont pu continuer leurs études ailleurs. Il n'y a cependant pas eu de financement. » Majd revient lui aussi sur les modalités de financement des projets d'autonomie, cette fois via les conseils locaux chargés par l'opposition officielle en exil et les bailleurs de fonds internationaux de distribuer l'aide : « Un nouveau conseil a été élu pour toute la Ghouta orientale, chargé de la distribution des aides. Les budgets sont votés en conseil, comme par exemple le programme de sécurisation. Mais les financements venant de l'étranger sont plus complexes à mettre en œuvre. En plus, ils



LE MARTYR DE YARMOUK

« Nous, Palestiniens du camp, on ne s'est jamais considérés comme étrangers au peuple syrien et les Syriens n'ont jamais considéré les Palestiniens comme des intrus. À Damas, quand la révolution a commencé, c'était pour moi une occasion de retourner une dette envers un peuple qui a accueilli les Palestiniens depuis 1948 », raconte Abou Selma. « Le régime a d'abord cru qu'il pouvait continuer à s'appuyer sur les organisations palestiniennes et notamment sur Ahmed Jibril du FPLP-CG, qui a toujours été vu comme un collabo d'Assad. » Pourtant, en mai 2011, une partie de la population du camp, se retourne contre le FLPL, qu'elle tient pour responsable des victimes des manifestations de commémoration de la Nakba à la frontière israélienne, sacrifiées à une énième manœuvre politique de Bachar. « Nous nous sommes rendus au siège du FPLP pour le saccager. Nous scandions "1, 1, 1 Palestiniens et Syriens sont 1" et "Traîtres, Traîtres, Traîtres" contre les organisations politiques palestiniennes du camp. Yarmouk était officiellement entré en révolution. »

Comment ce camp de 250 000 d'habitants (dont 150 000 réfugiés palestiniens) en 2012 qui recouvre un quartier entier du sud de Damas, s'est retrouvé dévasté et réduit à moins de 18 000 survivants aujourd'hui ? « Pour contrer l'Armée syrienne libre, dont les effectifs grandissaient déjà

dans les quartiers voisins, Jibril a tenté de créer les chahibas, des milices chargées de provoquer enlèvements, affrontements et tensions. Mais le camp est resté une importante base logistique et de soins pour les résistants des autres quartiers. En décembre 2012, Assad change de tactique et, après avoir maintenu l'ASL aux portes sud de Yarmouk, il l'attire dans le camp. Dans le même temps, ses bombardements répétés incitent les habitants les plus loyalistes à fuir vers Damas, par l'unique point de passage au nord du camp. Il a utilisé ensuite les chahibas pour bloquer la porte nord et assiéger la zone sud. Sans plus d'issues, les 50 000 personnes restées à Yarmouk après le passage des MIG sont prises au piège. » Le camp devient alors le théâtre de deux années de siège imposé par le régime de Bachar : « En octobre 2013, il y eut le premier mort de faim, une enfant. Au total, il y a eu 172 morts de faim. Yarmouk c'est une zone urbaine, il n'y a pas d'agriculture, donc il n'y avait rapidement plus rien à manger. On a fini par manger la mauvaise herbe qui pousse sur le palier des maisons. C'était vendu 300 livres le kilo. Les familles pauvres la mangeaient en salade, les autres, qui arrivaient à en acheter 2 kg par jour, la mangeaient bouillie et rebouillie. On tombait malades au bout de quinze jours. » C'est l'offensive de Daech dans Yarmouk, au 1^{er} avril 2015, qui finit d'achever toute

forme de résistance. Après d'intenses combats, bénéficiant vraisemblablement d'un retournement d'alliance de son rival, Jabhat Al-Nosra, Daech prend le contrôle de 90% du camp. En moins de dix jours, plus de 38 civils et combattants auraient été exécutés ou décapités par les djihadistes, selon l'OSDH (Observatoire syrien des droits de l'homme), dont plusieurs membres du principal groupe palestinien d'opposition, Aknaf Beit Al-Maqdis. Les témoignages affirment que 75 civils et enfants sont emprisonnés dans une école, d'autres sont portés disparus. Pour beaucoup d'observateurs, il est impossible que les combattants de Daech, qui ne tenaient aucune position à Yarmouk comme dans la banlieue de Damas, aient pu investir ce quartier assiégé, sans la complicité du régime qui en contrôlait les trois entrées. Le dictateur y aurait trouvé son intérêt à la fois pour briser la résistance palestinienne et pour se poser encore une fois en acteur du moindre mal, face à une menace djihadiste à moins de 10 km de la capitale. Face à une contre offensive unifiée, Daech va finalement laisser le terrain aux rebelles d'Al Nosra. Depuis, les habitants du camp sont très vite redevenus la cible privilégiée du régime : les pilonnages sans discernement ont repris sur Yarmouk, Assad savoure sa vengeance.

« Les milices chiites occupent des parties du territoire, soutenant le régime. Des extrémistes wahhabites sont venus rejoindre Daech. Tel a été le prix de notre quête de liberté. »

d'un soutien militaire et logistique auprès des pays du Golfe » et jouer leur propre jeu d'influence indépendamment du mouvement civil. Leila, anarchiste et blogueuse dissidente ⁴ résume la place grandissante des groupes armés dans la situation révolutionnaire : « Les groupes islamistes totalitaires, comme Daech, sont montés en puissance grâce au chaos et ont commencé à viser les zones libérées, les activistes et l'Armée Libre, en commettant des exactions terribles. Ce fut l'émergence de gangs criminels et de profiteurs de guerre. La Syrie est devenue le champ de bataille des proxy wars [guerres par procuration], de la rivalité entre sunnites et chiites, des interventions étrangères. Les troupes iraniennes et les milices chiites [Hezbollah] occupent des parties du territoire, soutenant le régime. Des extrémistes wahhabites sont venus rejoindre Daech. Tel a été le prix de notre quête de liberté. »

À Yarmouk, les activistes se sont trouvés directement affectés par l'arrivée de Jabhat al-Nosra. Abou Selma témoigne des diktats exercés par la milice islamiste : « Une première fois, les hommes de Jabhat al-Nosra sont venus me voir avec l'émir (en signe de respect de l'institution de l'école). Ils m'ont demandé de séparer les filles des garçons, au nom de l'islam. Je leur ai dit que j'étais certes musulman mais que je ne pouvais pas ouvrir une seconde école faute de moyens. En raison de la situation d'exception, ils ont finalement accepté la mixité dans l'école. Une seconde fois, ils sont venus me demander d'enseigner la religion une heure par semaine, ce que j'ai refusé. Une autre fois, j'ai eu des ennuis parce que j'avais organisé une kermesse pour les enfants, au moment du petit Aïd [fin de ramadan], avec des jeunes bénévoles, garçons et filles. Les jeunes de l'équipe ont voulu continuer la fête entre eux et j'ai laissé faire. C'était familial, bon enfant. Mais Jabhat al-Nosra m'a accusé d'avoir fait de l'école un endroit de débauche et me traitait de danseur des rues, "comme tous les Goranais" [habitants originaires du Jourdain]. On a eu des échanges virulents, je leur disais qu'ils n'avaient aucun droit sur moi et qu'ils feraient mieux de s'en prendre au régime. » Menacé, Abou Selma finit par choisir la voie de l'exil, en Turquie, puis en France. « L'école existe toujours, confie-t-il, mais elle n'est plus aussi libre. Ces miliciens veulent imposer un programme islamiste. Si c'est ça, il vaut mieux mettre la clé sous la porte. »

Le non-choix de coopérer avec les milices

« À Douma, l'enseignement autogéré n'a pas subi ces conflits de valeur, même s'il y avait des parents salafistes parmi nous. Nous évitions de rentrer dans la polémique religieuse, nous essayions de rester sur des bases communes, avec comme priorité de combler la douleur et la souffrance de la population. Il y avait des efforts au quotidien, la nécessité de susciter une expérience collec-

tive. La division sociale aurait été une victoire du régime. » Majd évoque la vie sous commandement militaire de Jaysh el-Islam, une des plus puissantes composantes du FIS (Front islamiste syrien, alliance de groupes islamo-nationaux) et relate les logiques de concurrence et de coopération qui s'installent au quotidien à Douma. « À Douma actuellement, le chef est Zahran Allouche qui dispose de la milice la plus puissante. Tous les jeunes s'engagent dans Jaysh el Islam. Ce n'est pas par idéologie ou parce qu'ils aiment Allouche, mais parce qu'ils ont besoin de se battre, de ne pas rester à subir. Depuis deux ans, on est passé d'un siège relatif à un siège total. Les bombardements viennent des hauteurs de la vallée de la Ghouta, les missiles conditionnent notre quotidien. Tous les combattants ne sont pas salafistes, plutôt des salafistes de circonstance. Même si c'est vrai que la religion est très présente en Syrie et d'autant plus que la mort fait désormais partie de notre quotidien. En réalité, les milices deviennent dominantes selon l'importance des moyens dont elles disposent. L'Arabie Saoudite a été le seul soutien militaire sur le terrain. Il n'y a pas eu d'autres réactions internationales. L'Occident nous a abandonnés ou s'est caché derrière l'intervention opportuniste des pays du Golfe. La prise de pouvoir de certaines milices n'est clairement pas le miroir de la réalité sociale, mais plutôt un état du rapport de force géopolitique. »

Malgré de fortes réticences sur les préceptes rigoristes qui prétendent régir la vie sociale, le conseil local et la milice se voient contraints de coopérer pour ce qui relève de la résistance à Bachar. À Douma, Jaysh el Islam a ainsi mis en place une justice de substitution à celle d'Assad, lequel jouait le jeu de l'insécurité généralisée, par la libération de prisonniers de droit commun, la coupure des salaires des fonctionnaires de la justice et le bombardement des infrastructures judiciaires. Majd relativise aussi le contrôle total de la milice : « À Douma, il y a une très forte solidarité entre les civils et les révolutionnaires armés. Beaucoup estiment que, vu les circonstances, le conflit idéologique n'a pas lieu d'être. D'ailleurs, au début de la militarisation, le groupe progressiste qui coordonnait le

rassemblement des forces révolutionnaires dans toute la Ghouta orientale avait choisi d'allier les salafistes et les frères musulmans aux discussions sur les alternatives à l'État, afin d'anticiper la chute du régime. Je pense que si les Syriens pouvaient décider de leur sort, ce qui ne sera probablement pas le cas, ce n'est pas le modèle saoudien qui sortirait de la consultation. Les Syriens sont croyants, conservateurs dans un certain sens, mais ces mêmes croyants sont capables de se mobiliser contre Allouche quand il devient autoritaire. » Hani décrit un épisode vécu d'injonction salafiste : « Nous étions de sortie pour l'Iftar [rupture du jeûne] pour acheter des pâtisseries. Un barbu armé voulait contrôler notre identité. Quand il m'a rendu mes papiers, il m'a demandé pourquoi je ne voulais pas ma femme. Je lui ai répondu ironiquement que je cherchais encore l'habit traditionnel de Douma. Il m'a dit de mettre n'importe quel drap. Et moi je lui ai répondu qu'on n'était pas en Arabie Saoudite. Il m'a menacé. Mais les gens dans la pâtisserie sont intervenus en s'excusant. Plus tard, d'autres personnes sont venues s'excuser de son comportement, dont son neveu, au nom des habitants de Douma. » Hani reste persuadé que la milice ne peut s'affranchir complètement des dynamiques sociales de la ville : « Ce genre d'épisode, ce n'est pas une raison suffisante pour abandonner. D'ailleurs les femmes du réseau Razan n'abandonnent pas. Ces types sont de nouveaux petits despotes locaux. Mais ce n'est pas la force meurtrière de Bachar. »

Pour les activistes du réseau, la militarisation du conflit et l'essor de certains groupes rebelles ne doivent surtout pas faire disparaître le fait que le principal ennemi à abattre reste Bachar : « Avec la nécessité d'un front "tout sauf Bachar", il n'est pas possible de définir pour la Syrie un projet politique alternatif parfait. Ce qui nous rassemble pour le moment, c'est la révolution contre la tyrannie avant tout. » Cette absence de projet politique propre, combiné à la délicate cohabitation de circonstance avec les groupes islamistes armés dans les zones libérées, perturbe grandement l'identification par les gauches arabes et occidentales des réseaux de type

sont trimestriels, pas à l'année, c'est donc difficile de construire une vision alternative à moyen terme. »

Cette réalité des activistes de terrain est peu prise en compte par ceux qui représentent l'opposition officielle. Les révolutionnaires syriens dénoncent assez unanimement l'incompétence et le peu de crédibilité de ces « opposants de salon », interlocuteurs privilégiés des grandes puissances. Ils critiquent une tentative de recentralisation des comités locaux par le Conseil national syrien, mais aussi l'opportunisme, la corruption et les divisions qui minent cette institution et les tentatives d'interférences internationales, au gré de l'évolution des rapports de force sur le terrain. Marwan, jeune Syrien exilé à Paris depuis 2011, laisse éclater sa désillusion : « Les représentants du Conseil national syrien gagnent plusieurs milliers de dollars par mois, ce qui les incite à se complaire dans l'inaction. Des anciens soutiens à Bachar, faisant partie de l'élite, se présentent comme des opposants en exil. C'est notamment pour ça que nombre de Syriens n'y croient plus : ceux qui ont les moyens fuient, les pauvres restent et meurent. C'est en réalité une opposition de classe en exil. »

La militarisation prend à revers la résistance populaire

Lâchée par ses représentants auto-proclamés, démunie face aux attaques répétées du régime d'Assad et dépossédée par les tentatives de prises de pouvoir des milices apparues à la faveur de la guerre, la résistance civile s'affaiblit. Parallèlement, des milices en recherche d'hégémonie ont pu bénéficier

Omar Ibrahim, Houssein Hung in red, Paris, 2015.



Omar Ibrahim, Debriefing Authority, Beyrouth, 2012.

³ Le puissant groupe salafiste Jabhat al-Nosra, affilié à Al Qaeda, est notoirement soutenu par des émirs saoudiens et la Turquie. Le groupe « islamo-national » Ahrar Al-Sham qui domine le nord ouest du pays, bénéficie de l'appui du Qatar, de la Turquie et cherche le soutien des États-Unis.

⁴ <https://tahriricn.wordpress.com/>.

Razan comme des alliés à soutenir. Le vieux cache-sexe anti-impérialiste devient alors le prétexte de ces gauches pour adopter la pire des positions : le soutien au régime bassiste, à l'instar des tendances politiques les plus réactionnaires.

« Je ne comprends pas l'accusation faite aux révolutionnaires syriens d'avoir entraîné une guerre confessionnelle. »

L'argument confessionnel, l'arme de la contre-révolution

Pour Salma, Hani, Majd et Abou Selma, l'argument de l'islamisation de l'opposition a porté préjudice au mouvement civil et populaire entamé en 2011. Il recouvre moins la réalité sociale du mouvement qu'un discours porté à l'extérieur qui a servi le régime, se posant en protecteur des minorités.

« Je ne comprends pas l'accusation faite aux révolutionnaires syriens d'avoir entraîné une guerre confessionnelle, s'insurge Salma. À Zabadani, ville chrétienne de Syrie [qui a signé fin septembre un cessez-le-feu de 6 mois avec le pouvoir – ndr], le clergé était lui-même engagé dans la Révolution. Le père Paolo ne s'est pas engagé en son nom, mais intentionnellement en tant que chrétien, c'est important de le souligner : il avait compris l'importance de casser l'image d'un mouvement manipulé par l'islamisme sunnite, mise en avant par le régime dans les discours internationaux ou les médias occidentaux. »

Pour combattre l'idée d'une révolution réduite à des milices confessionnelles, Hani évoque la participation sans distinction des minorités, comme celles des Ismaéliens de Salamieh au début de la Révolution : « Ils ont participé aux brigades, à la logistique. C'était astucieux, car ils représentaient une minorité insoupçonnable. C'était étonnant, on les avait tous toujours considérés comme faisant partie du poulailler d'Assad ! Ils scandaient en pleine manif "On ne s'agenouille devant personne, pas même Dieu", ce qui paraît impensable à dire en Syrie, qui reste un pays traditionaliste. » Salma prend le relais : « Si les leaders druzes ont officiellement affiché leur neutralité, beaucoup de Druzes ont résisté, car il y a une longue tradition de résistance depuis le mandat français. Il y a eu de nombreux cas de défection au service militaire, surtout à Sweida (une région druze au nord de Deraa). Pour des raisons stratégiques et un jeu d'alliance communautaire, le régime ne se permettait pas de tuer en pleine rue, ce qui a facilité leur implication dans la résistance. Plus tard, il y a eu un rapprochement plus explicite avec les révolutionnaires. Du coup aujourd'hui, Bachar laisse Daech terroriser les Druzes. Ce qui me fait dire que Deraa est une zone que le régime pourrait lâcher aux révolutionnaires, car, après ce point de non-retour, les Druzes ne rejoueront pas l'alliance avec le régime. »

Pour Salma, « L'argument confessionnel sert de prétexte à toutes les parties prenantes au conflit, de Bachar aux puissances étrangères. C'est comme s'il y avait un plan en deux étapes, d'abord faire croire que les groupes confessionnels sont irrécyclables, puis imposer une partition, un découpage de zones d'influence, comme au Liban, en Irak. » Marwan insiste sur l'interventionnisme dévastateur des puissances régionales soutenues par leurs alliés internationaux : « La Syrie n'est pas dans les mains des Syriens. Même au travers des institutions de l'opposition, on n'a pas réussi à investir dans la démocratie. Les dégâts matériels seront un jour remplacés par l'Iran ou l'Arabie Saoudite. Pour moi, c'est

là que la révolution a perdu. » Alors qu'en septembre, Le Drian, ministre de la Défense, annonce les premières frappes militaires françaises contre Daech, que les soldats russes débarquent au sol dans le nord du pays et qu'un porte-avions chinois s'est posté sur le port syrien de Tartous, il est clair qu'aucune puissance n'a la volonté de soutenir ce soulèvement civil, ni réellement souhaité la chute du régime Assad.

Sentiment d'abandon et exil

Quel espoir reste-t-il pour ceux qui luttent contre le sentiment d'abandon et d'exil, de voir se reconstruire une république sociale syrienne, démocratique, multiconfessionnelle, interethnique et laïque, qu'ils appellent de leurs vœux ?

Condamnant le tour que prend l'alliance objective entre le régime et les puissances extérieures et le silence radio coupable sur ceux qui ont réellement porté cette rébellion populaire, Abou Selma conclut avec amertume : « Cette force d'opposition, ça aurait dû être nous ! Mais on a été poussés dans des impasses. La communauté internationale a fait miroiter aux résistants beaucoup de soutiens qui ne sont jamais venus. Aujourd'hui, les médias se focalisent sur des acteurs du conflit qui ne représentent qu'une minorité de gens en réalité. Alors que c'est une majorité du peuple syrien qui s'est révoltée ! Mais cela n'a plus aucune valeur aux yeux de l'Occident. On est tous devenus des cafards ou des Daech. » Si personne aujourd'hui ne sait ce qu'il adviendra réellement de la Syrie, avec ou sans Bachar, entière ou fragmentée, la mémoire de cette résistance devra être la base de toutes les recompositions.

GLAMMOUR
GROUPE DE LIAISON ET D'ACTION
MÉDITERRANÉE MOYEN-ORIENT UTOPIE ROJAVA



Omar Ibrahim, *Damascus (Icon of the exile)* Beyrouth, 2014.

« SAUVONS LES CHRÉTIENS D'ORIENT » ...ou la victoire combinée du régime et de l'extrême droite ?

Y a-t-il une menace de génocide sur les chrétiens d'Orient au Levant, comme le claironnent depuis quatre ans maintenant aussi bien les chancelleries que des archevêques, la Croix-Rouge ou Florian Phillipot ? Très objectivement, sans nier la réalité des persécutions, la Syrie n'a connu aucun massacre d'ampleur, avec principalement deux faits de prises d'otages dans le nord-est par Daech, aux confins de la ligne de front avec les Kurdes. Si on fait un décompte macabre, les tués déclarés chrétiens représentaient en 2014, 0,48 % des 240 000 morts. La seule tuerie de masse de chrétiens par des djihadistes qui fait référence dans les discours officiels a eu lieu au Kenya, où une centaine d'étudiants furent exécutés par les shebabs, à Garissa en avril 2015. On est tout de même assez loin de l'Orient...

En France, la focalisation sur cette supposée menace de génocide, puisque c'est sous ce terme que les médias et l'ONU communiquent, revêt une fonction fortement idéologique. Elle permet à la classe politique et à l'intelligentsia d'agiter le chiffon rouge du choc des civilisations. Pour Valls ou BHL, le logiciel d'explication du conflit se développe sur l'algorithme de la guerre de religions, avec en fond d'écran à peine grisé la haine de l'islam, surtout son incompatibilité avec les sociétés occidentales et leurs zones d'influence.

Pourtant, qui assiège et bombarde avec un acharnement viscéral le fief rebelle de Zabadani, où le soulèvement a été déclenché par le père Paolo ? Le régime baasiste. Et qui, en solidarité, tente de desserrer l'étau en répondant coup pour coup sur des localités d'Idleb ? L'armée de la conquête, coalition de groupes islamistes. Eh oui, la réalité des peuples échappe parfois aux analyses à la découpe...

L'argument du sort particulier des chrétiens d'Orient détourne clairement l'attention des crimes d'Assad vers la problématique Daech. Pourtant, à bien y regarder, l'État islamique est plus préoccupé par son expansion territoriale, quitte à faire fuir les minorités religieuses qui ne lui font pas allégeance, qu'à organiser une épuration systématique sur des bases confessionnelles de ses opposants. À l'exception notable de la tentative d'élimination des yézidites en Irak, communauté zoroastrienne, qui ont dû leur salut à l'intervention du PKK.

Le régime est alors petit à petit blanchi et présenté comme un allié objectif pour contenir ce que François Hollande décrit comme « la furie islamiste », avec un Bachar déguisé en chef des croisés.

Ce positionnement montre à quel point les valeurs de l'extrême droite ont gagné les esprits. La vision d'un Occident qui doit se recentrer sur sa chrétienté est renforcée. Concrètement, le critère d'appartenance religieuse est décrit comme discriminant par les Syriens rencontrés dans la possibilité d'obtenir le droit d'asile dans l'Hexagone. Le régime d'Assad est réhabilité, le départ du despote n'est plus à l'agenda.

Tout le monde s'est ainsi aligné sur les positions du Front national, dont on peut suivre le fil historique très stable sur le site infosyrie.fr, mis en place par l'ex-gudard Frédéric Chatillon. Pour l'État français, la perspective de soutenir une alternative interculturelle en Syrie n'a finalement jamais été à l'ordre du jour. Et les résistants syriens laïques et progressistes en sont encore pour leurs frais...



L'ancienne capitale ottomane est devenue une destination majeure pour les plus de deux millions de Syriens réfugiés en Turquie. 300 à 500 000 Syriens vivent désormais dans cette mégapole aux portes de l'Europe, et tentent depuis peu de reconstruire une communauté à part entière, malgré les affres de la guerre civile. Reportage au fil des différents quartiers stambouliotes à la rencontre de la diaspora syrienne, entre attente, survie et aspirations culturelles.

Photos Guillaume Cortade

ISTANBUL : L'EXIL SYRIEN

C'EST UN QUARTIER de banlieue en chantier permanent où s'alignent barres d'immeubles bon marché, mosquées flamboyantes neuves et centres commerciaux. Urbanisation hâtive à coup de bétonneuse, conservatisme religieux et économie libérale : tout ici rappelle l'essence même de la politique du président Recep Tayyip Erdogan et de son parti islamoc conservateur, l'AKP, au pouvoir en Turquie depuis 2002. Situé à plus de 30 km du centre-ville d'Istanbul, Esenyurt a vu sa population doubler en 5 ans. Ses 700 000 habitants accueillent aujourd'hui un nombre croissant de réfugiés syriens, venus majoritairement d'Alep et pour la plupart d'origine kurde. **Hani El Rached**, 32 ans et crâne impeccablement rasé, vit là depuis 2013 après un bref passage à Gaziantep, une ville située à une cinquantaine de kilomètres de la frontière syrienne : « J'ai fait un master de Français langue étrangère à Toulouse de 2007 à 2010. En rentrant en Syrie, alors que je candidatais à un poste de professeur de français, j'ai été appelé quelques semaines plus tard pour le service militaire. Cela ne devait durer qu'un an, mais trois mois après mon incorporation début 2011, la révolution a éclaté. » Durant plus de deux ans, Hani

travaille au ministère de la Défense à Damas comme traducteur pour l'armée syrienne. Il assiste ainsi de l'intérieur aux atrocités de l'appareil répressif du régime. « À mon arrivée, il y avait dans les bureaux des Syriens issus de différents groupes confessionnels, mais la guerre a chassé tous les sunnites du ministère. J'ai vu passer des rapports sur la prise en charge par l'armée syrienne d'experts militaires russes, chinois ou du Hezbollah. J'ai lu également des demandes d'autorisation par des officiers de caserne pour utiliser des gaz chimiques contre ce qu'ils appelaient systématiquement "des terroristes". » Hani décide alors de désertier, mais avec des papiers militaires en poche, sa carte d'identité civile ayant été gardée par l'administration. « Le problème, c'est que si l'on me trouvait dans le pays avec ces papiers, cela voulait dire que j'étais soit un fugitif, soit à la solde du régime d'Assad, explique-t-il. Un prétexte suffisant pour me tuer. » Sa carte d'identité civile ayant été ensuite récupérée via des proches de sa famille, Hani invoque une visite à sa mère gravement malade pour demander une permission afin de se rendre à Lattaquié, au nord du pays. « J'ai alors mis douze heures au lieu de trois pour rejoindre Alep, raconte Hani. Arrivé là bas,

en retrouvant ma femme, nous avons décidé de partir, après une heure de discussion. Elle venait de perdre neuf membres de sa famille suite à un bombardement. »

Entre attente et exploitation

À son arrivée à Esenyurt, Hani travaille pendant 7 mois comme professeur dans une école pour les enfants réfugiés syriens. Son passeport n'étant plus valide, il est embauché au noir durant 4 mois dans une usine textile pour l'équivalent de 300 euros mensuels, à raison de 12 heures par jour. « La police venait parfois vérifier si des Syriens étaient employés illégalement, comme personne d'entre nous n'avait de titre de séjour, on se cachait alors pendant une heure ou deux, raconte Hani. Le patron de cette usine, en économisant le salaire et les charges d'un ouvrier turc peut embaucher trois réfugiés. Il y a une véritable exploitation économique des Syriens, car les Turcs savent bien qu'on est dans une situation de survie, prêts à accepter n'importe quel boulot. » Hani est aujourd'hui traducteur pour une usine de fabrication d'ustensiles de cuisine, mais gagne deux fois moins qu'un confrère turc. Malgré un passeport renouvelé illégalement pour 300 dollars, il ne peut se déplacer pour son travail ni en Égypte ni

au Maghreb, qui lui refusent tous le visa de par sa nationalité. « Je suis à la merci de mon employeur qui peut me virer quand bon lui semble. Et concernant ma carte de séjour en Turquie, j'ai attendu deux mois avant qu'on me dise qu'ils n'en délivraient plus ! »

Entre-temps, la femme d'Hani a accouché et le couple a dû accueillir dans son appartement la belle-sœur de cette dernière et ses trois enfants, abandonnée par son mari. Avec un salaire de 600 euros par mois, il doit aujourd'hui faire vivre sept personnes en tout. Quant à sa mère et quatre de ses frères, ils sont depuis peu réfugiés à Izmir, à l'ouest de la Turquie. Hani continue d'avoir sporadiquement des nouvelles d'Alep : « C'était un grand centre de production textile, toutes les machines des usines, tombées aux mains du régime ou d'autres groupes de combattants, ont été vendues aux Turcs. À Alep, il y a six factions différentes qui se combattent : les pro-régimes, Daech et les différents groupes Kurdes. La situation est absurde, car le régime et Daech bombardent la ville, pendant que, sur le terrain, l'Otan attaque uniquement Daech. En même temps, le régime mène une politique de ségrégation ethnique en cloisonnant les communautés



dans différents territoires. » Un de ses frères, cordonnier, est emprisonné depuis 8 mois par l'Armée syrienne libre. Il est soupçonné de complicité avec Daech pour être parti vendre ses chaussures à Raqqa, ville occupée par le groupe islamiste.

« Il n'y pas d'espoir, les Syriens ont l'impression d'être pris en étau entre le régime et les groupes rebelles, et j'ai du mal à me projeter dans l'avenir, avoue Hani. Beaucoup de Syriens veulent partir en Europe, ils voient ça comme le paradis avec un accueil, un logement et de l'argent qui les attendent. Mais pour arriver jusqu'en Allemagne, il faut déboursier 4 à 5 000 dollars. » Il existe désormais des réseaux qui conduisent directement des Syriens depuis Antakya (ville turque située à 100 km d'Alep) jusqu'à Istanbul, leur proposant de passer la frontière grecque ou bulgare moyennant 1 500 dollars, payables à l'arrivée.

En attendant, les Syriens d'Esenyurt peuvent se faire facilement embaucher comme ouvriers journaliers, le quartier étant situé à proximité des zones industrielles. « Nous n'avons pas d'autre choix que de vivre ici et d'attendre. Cela fait déjà deux ans pour moi », ajoute Hani. Depuis plus d'un an, Esenyurt a vu naître nombre de cafés, restaurants, boutiques de vêtements ou de téléphones portables ouverts par des Syriens. Les devantures aux écritures arabes sont légion, comme celle d'Ibrahim, qui tient une épicerie où il vend du café et diverses spécialités culinaires typiques d'Alep. De fragiles fragments d'un quotidien syrien arraché à la guerre grâce à la contrebande pour tenter de reconstruire à la marge un semblant de vie normale. Toutefois, les Turcs du quartier apprécient de moins en moins la cohabitation avec les Syriens, de même que les autorités locales. « Nous vivons chacun dans notre coin, sans vraiment nous parler, confirme Hani. À notre arrivée, il y avait de l'entraide de la part des Turcs, mais ils nous accusent aujourd'hui de voler leur travail. » L'école dans laquelle travaillait Hani a désormais fermé, et cette année, 2 000 élèves n'ont pas pu être scolarisés dans le quartier. Quant à la police, elle est dernièrement intervenue brutalement dans le quartier, suite à une manifestation prokurde. « Les manifestants ont commencé à mettre le feu à des supermarchés low-cost pour protester. Les forces de l'ordre ont

De fragiles fragments d'un quotidien syrien arraché à la guerre pour tenter de reconstruire à la marge un semblant de vie normale.

répliqué violemment et nombre d'enfants se sont fait gazer... J'aimerais partir d'Esenyurt, mais ailleurs, les loyers sont hors de prix », déchante Hani.

Manipulation et désolidarisation

En 2011, à l'arrivée des premiers Syriens sur le territoire turc, le gouvernement AKP déclarait les accueillir officiellement comme « invités », et ouvrait ses frontières au gré des vagues de bombardement en Syrie. « Sommes-nous supposés demander à nos frères de ne pas venir en Turquie et de se faire tuer en Syrie ? », s'était encore ému l'an dernier le président Erdogan devant le Parlement. Les autorités ont alors essayé de les cantonner dans une vingtaine de camps au sud du pays, mais beaucoup de Syriens ont trouvé refuge dans des villes frontalières telles Gaziantep ou Mersin, puis Istanbul. « Dès 2011, les réfugiés syriens étaient censés avoir droit aux soins, à la scolarisation des enfants. Mais c'était un statut provisoire, dans l'espoir que la guerre civile finisse rapidement et que les Syriens retournent dans leur pays, analyse Ufuk Ahiska, militant à Göçmen Dayanisma Agi, un collectif de solidarité envers les migrants. Suite aux printemps arabes, Erdogan a fait la promotion du modèle islamo-conservateur turc en Égypte auprès des Frères musulmans, et en Tunisie auprès d'Ennahda en tentant de devenir un acteur majeur au Proche-Orient et en Méditerranée. La Turquie a pris parti en faveur de l'opposition syrienne dès 2011, en accueillant à Istanbul le Conseil national syrien et les réfugiés sur son territoire. L'AKP a voulu ainsi jouer un coup de poker géopolitique, avec pour objectif d'installer un gouvernement syrien allié après la guerre. »

Le flou juridique dans lequel stagnent désormais les réfugiés syriens fait de la question des papiers un de leurs problèmes primordiaux – ce qui les maintient dans

une précarité sciemment entretenue par le gouvernement. Ceux qui ont la chance d'avoir un passeport ne veulent pas toujours s'enregistrer auprès des autorités, car après expiration, ils devront se présenter pour une demande de renouvellement au consulat de Syrie, où ils sont rackettés et fichés. D'autres Syriens accomplissent quand même les démarches administratives pour obtenir le droit de travailler légalement, mais aussi pour avoir un accès aux soins, voire un permis de résidence auprès d'une municipalité.

Concernant le soutien de la population turque envers les réfugiés, elle s'est réduite à peau de chagrin depuis l'an dernier. Les associations institutionnelles se sont désolidarisées, notamment suite à la découverte début 2014 d'un convoi humanitaire d'IHH (fondation humanitaire turque islamique, proche de l'AKP) rempli d'armes à destination de la Syrie¹. Le gouvernement s'est fait en outre rappeler à l'ordre par l'agence européenne Frontex pour sa « mauvaise gestion » des migrants syriens qui partent de Turquie pour rejoindre la Grèce. Quant aux organisations de gauche, une récente grande collecte de matériel à destination des réfugiés syriens mise sur pied dans le quartier central d'Istiklal a été durement réprimée par la police.

Squats et résidences privées

Dans le quartier de Tarlabasi, à deux pas des rues branchées d'Istiklal et de la place Taksim, Ufuk Ahiska organise régulièrement avec son collectif des cantines populaires gratuites à destination des réfugiés. « C'est un quartier en pleine rénovation urbaine miné par le trafic de drogue et la prostitution, explique-t-il. Les réfugiés syriens les plus pauvres squattent des immeubles insalubres, et de nombreux conflits éclatent avec les autres migrants, comme les Nigériens par exemple. Le quartier est devenu très violent, alors qu'on est à deux pas du centre-ville... » Pour Zeynep Kivilcim, chercheuse à l'université d'Istanbul qui vient d'effectuer un travail de recherche sur les réfugiées syriennes, « à Tarlabasi, on retrouve nombre d'enfants syriens sans parents et qui pratiquent la mendicité ou la vente à la sauvette dans les rues animées d'Istiklal, jusque tard le soir. À Küçükpazar, près du quartier d'Eminomu, le centre historique et touristique

d'Istanbul, j'ai rencontré les réfugiés syriens les plus précaires qui occupent tant bien que mal des maisons complètement détruites. » Cette extrême précarité est tellement visible que l'an dernier la police stambouliote a transféré 500 familles de réfugiés syriens contre leur gré vers des camps au sud-est de la Turquie².

Dans un sinistre squat près du pont Atatürk, Mahmoud, coiffé d'un keffieh rouge, et Hassan, à la longue barbe blanche, tentent autour d'un thé d'expliquer péniblement leur arrivée à Istanbul. Sous l'œil de vieux Anatoliens d'un café en face du rez-de-chaussée occupé, ils racontent avoir fui Alep suite à une vague de bombardements. Pour illustration, ils montrent du doigt une femme, assise au centre du cercle de leur famille. Traumatisée par les tirs d'artillerie, elle tient régulièrement des propos incohérents ou pousse des cris d'effroi. Il est 8 h ce matin, et quelques membres de la famille se rendent avec l'un des leurs, blessé à la jambe et porté sur une chaise roulante bricolée, mendier à la toute proche mosquée Süleymaniye et aux alentours du Bazar.

« Quand je vois tous ces compatriotes qui mendient en ville, mon cœur est si triste... », confie Amir, Syrien de 48 ans vendeur dans une boutique du Bazar d'Istanbul des bijoux et des étoffes de cachemire. Il vit depuis trois ans à Istanbul, après avoir quitté la Syrie avec sa femme et ses quatre enfants. « J'ai un permis de résidence, un permis de travail, et mes enfants sont à l'école arabe. Par chance, mon arrivée s'est effectuée relativement facilement. Il subsiste une ancienne communauté de marchands syriens à Istanbul. Nous sommes bijoutiers de père en fils, et via ces commerçants, j'ai pu m'installer rapidement ici. » Les inégalités inhérentes à la société syrienne se rejouent dans les conditions de vie de chaque réfugié à Istanbul : la bourgeoisie et les grands industriels syriens se sont installés dans les quartiers cossus de Maltepe, avec leurs résidences fermées et leurs écoles privées, ou à Sulukule, l'ancien quartier gitan stambouliote « réhabilité » en 2010.

¹. Des journalistes turcs ont démontré en janvier 2014 l'implication des services de renseignements turcs et de responsables de l'IHH dans l'acheminement d'armes aux rebelles islamistes syriens du Front al-Nosra.

². Le Monde, 16 juillet 2014.



PHOTOS :

– Page IX, quartier d'Esenyurt.
– Page précédente, de gauche à droite, Hani El Rached devant les symboles du kémaliste [« La souveraineté appartient inconditionnellement à la nation »]; en haut, Ibrahim dans son épicerie d'Esenyurt; Amir dans sa bijouterie du bazar d'Istanbul; en bas, Mahmoud et Hassan, quartier du pont Atatürk.
– Ci-dessus, Firas Fayyad et Samer Al Kadri devant sa librairie dans le quartier de Fatih.
– Ci-dessous, quartier de Küçükpazar.

Reconstruire

Les locaux neufs de la radio Sout Raya (littéralement « Voix de l'étendard ») sont situés dans une haute tour d'immeuble flanquée de bureaux d'avocats, de banques et d'hôtels de luxe, dans Levent, l'ultramoderne quartier des affaires d'Istanbul. Une dizaine de jeunes Syriens, dynamiques et souriants, s'attellent autour des tables de mixage et du studio d'enregistrement. La radio a été financée par un homme d'affaires syrien et le matériel a été obtenu notamment grâce au soutien d'une radio hollandaise. Firas Fayyad et sa femme Alisar Hasan, couple de trentenaires qui vivaient auparavant à Damas, sont à l'origine du projet de cette radio pirate créée en 2012. « On a fait deux bébés à notre arrivée à Istanbul : notre petite Elona et la radio Sout Raya », s'amuse Alisar. D'une voix à la fois douce et lente, Firas raconte leur arrivée en Turquie : « Je suis réalisateur de film indépendant³, et je me suis fait incarcérer deux fois par le régime en 2011. La première pour avoir filmé les manifestations anti-Bachar en mars. La seconde, c'était à l'aéroport de Damas, en partance pour le festival international du film de Dubaï, afin de présenter un documentaire critique sur le régime d'Assad. Les forces de sécurité m'ont mis une cagoule sur la tête et jeté dans une voiture. J'ai été régulièrement torturé à l'électricité durant cinq mois et accusé "d'activités illégales et de conspiration contre le régime". À ma libération, je me suis enfui avec Alisar en Jordanie, via le camp de réfugiés de Zaatari, espérant continuer à produire des films contre le régime. Mais nous n'étions pas les bienvenus à Amman, et cinq mois plus tard, fin 2012, nous nous sommes exilés à Istanbul. »

Radio Sout Raya est en écoute sur internet⁴ et émet illégalement en Syrie en FM dans les régions d'Hama, d'Idlib ou encore d'Alep. En plus de la vingtaine de permanents réfugiés embauchés pour animer la radio, Sout Raya dispose d'un réseau d'une quinzaine de journalistes-activistes qui travaillent

clandestinement en Syrie. « Les islamistes nous ont récemment volé notre émetteur pirate à Lattaquié, déplore Firas. Face à toute la propagande issue du régime ou des islamistes, nous produisons un véritable travail de contre-information indépendante pour les gens qui vivent sur place. L'idée est venue du fait qu'il fallait recréer du lien au sein même de notre pays, et nous n'avions ici que peu de connexions et d'information sur la situation en Syrie. »

Au-delà du projet d'information indépendante, l'équipe s'est vite penchée sur la question culturelle syrienne. « Continuer à faire vivre notre culture, c'est recréer du lien entre tous les Syriens et préparer l'après-guerre, explique Saer Mussa, lui aussi réalisateur de films. Nous diffusons chaque jour de la musique syrienne, des contes traditionnels ou des documentaires. Notre objectif, c'est de dire que nous ne sommes pas qu'une communauté victime d'une guerre civile, mais aussi que nous essayons de penser à notre futur quand nous rentrerons au pays. Nous nous concentrons à Sout Raya sur les histoires de vie des Syriens, leur culture, leur mémoire. » Une fameuse actrice du pays, Azza al-Bahra, vient même régulièrement lire des comédies dramatiques qui se focalisent sur l'histoire et la réalité sociale de Syriens anonymes.

« **Notre programme** d'information tente de clarifier la situation en Syrie, ajoute Feras. Nous sommes dans un régime qui se sent

en danger et qui réagit en tuant sa propre population. À cela s'ajoute des djihadistes qui détournent le regard des atrocités du régime. En face, l'opposition est très affaiblie : certaines figures historiques ne sont que de vieux politiciens, en exil depuis une trentaine d'années. » En revenant sur l'histoire de la révolution syrienne, tous s'accordent : plus le régime restera longtemps au pouvoir, plus le terrorisme islamiste sera prégnant en Syrie. « La seule solution au conflit, c'est bien la fin totale du régime d'Assad, conclut, fatigué, Feras. Je ne dors parfois que deux heures par nuit. Depuis que je vis à Istanbul, je n'ai même pas pris le temps d'arpenter la ville, car toute ma tête est là bas, en Syrie. »

Faire communauté

Tout à l'ouest du quartier de Fatih, dans une maison de bois à la façade verte, deux Syriens s'échinent à étiqueter un énorme tas de bouquins fraîchement livrés. Samer Al Kadri, entre deux sollicitations de la part de ses amis et trois coups de téléphone, est fier de présenter la collection de livres en langue arabe et en turque qui ornent les rayons de Pages⁵, le café-librairie qu'il vient d'ouvrir en juin dernier avec d'autres réfugiés. « Nous avons une grande diversité d'ouvrages, autant des romans que de la philosophie, de la poésie, ainsi qu'un étage entier dédié aux enfants, explique Samer. À la base du projet, nous sommes trois réfugiés syriens ainsi qu'une amie d'Oman qui vit également

ici. La moitié des livres sont à moi, les autres viennent du Liban, d'Égypte, de Jordanie, du Maroc. Mais nous ne faisons aucun bénéfice en vendant ces livres : nous voulons avant tout être un espace culturel et d'échange entre la littérature syrienne, arabe et turque. »

La librairie ne désemplit pas : Syriens, Turcs, mais aussi Égyptiens ou Libyens viennent régulièrement boire un thé et bouquiner. N'importe qui peut venir consulter les livres sans les acheter et en emprunter une quinzaine par mois pour une somme modique.

Arrivé en septembre 2013 à Istanbul avec sa femme, Gulnar, et ses deux filles, Samer, 41 ans, vivait auparavant à Damas. Graphiste et artiste peintre, il a fondé une maison d'édition spécialisée dans la littérature jeunesse en arabe. « J'ai quitté la Syrie en 2012, raconte-t-il. Alors que je participais à un salon du livre à Abou Dabi, les services de sécurité du régime sont venus à mon bureau de Damas et ont interrogé deux employés à mon sujet. J'étais juste connu pour mon opinion critique sur le régime, sans être affilié à une organisation politique quelconque. J'ai décidé de ne pas rentrer et de rester quelques mois en Jordanie. Le gouvernement ne m'a pas menacé directement : c'était, je pense, un coup de pression, une menace latente, comme il le faisait à l'époque pour beaucoup d'intellectuels et d'artistes. Le message était clair : tu as la chance d'avoir un passeport, quitte le pays pendant qu'il en est encore temps. »

Samer a perdu l'ensemble de son stock de livres suite à un bombardement, et la guerre a détruit son réseau de libraires à travers le pays. Il revend alors les rares exemplaires qu'il possédait pour partir à Istanbul. « Les premiers six mois ont été très durs, j'avais parfois à peine de quoi manger... Mais j'aime beaucoup cette ville, elle est entre la Syrie et l'Europe, et certaines de ses rues me rappellent Damas. Je n'aurais pas pu vivre en Europe : Istanbul possède une part orientale que je ne peux renier. » À son arrivée, Samer travaille comme maquettiste pour un éditeur turc, économise pour réimprimer quelques bouquins pendant qu'au fur à mesure germe l'idée de créer une librairie gérée par des Syriens. Avec ses amis, il rachète alors une vieille maison qu'ils retapent durant 10 mois. S'affichant comme une librairie financièrement et politiquement indépendante, la petite équipe organise des discussions autour de la littérature et de la poésie syriennes, des concerts, et récemment une exposition de caricatures anti-Bachar. « Au pays, les auteurs devaient payer une fortune aux éditeurs pour être publiés, ajoute Samer. Désormais, ils sont plus libres, et une nouvelle scène de jeunes écrivains émerge ici, décrivant la réalité sociale syrienne. Nous publions ces nouveaux auteurs et allons bientôt les traduire en turc et en allemand. Inversement, nous avons pour projet de publier des traductions d'auteurs turcs et allemand en arabe. » Depuis peu, l'exil a ainsi paradoxalement refait vivre la culture syrienne qui, d'après Samer, était étouffée avec Bachar el-Assad au pouvoir. À Damas, il ne subsistait que deux théâtres et peu de films syriens sortaient chaque année. Il n'existait pas de réelles salles d'expositions ni de salles de concert, et seule une dizaine d'écrivains syriens arrivaient à être publiés. Toute activité culturelle, pour exister, devait être en lien avec le pouvoir. « Avec la guerre, le silence de la gauche européenne et arabe, j'avoue n'avoir plus foi en l'humanité, confie l'éditeur. Mais nous avons quand même pour projet d'établir en Syrie un réseau de centres culturels à travers le pays, qui diffuserait de nombreux livres. Pour rebâtir notre communauté, il nous faut de bons écrivains, et l'on doit dès aujourd'hui autant reconstruire notre pays que nos idées. »



³. Il est notamment réalisateur du film *On the Other Side* sur Ja'far Haydar, poète dissident syrien exilé à Prague.
⁴. <http://soutraya.fm>
⁵. www.pagesbookstorecafe.com

« Les réfugiées syriennes sont juridiquement captives du gouvernement turc »

Enseignante en droit international et droit de l'homme à l'Université d'Istanbul, Zeynep Kivilcim est également activiste féministe. Elle revient pour CQFD sur son travail de recherches autour de la condition des réfugiées syriennes.

Selon le gouvernement turc, les deux millions de Syriens exilés en Turquie sont officiellement des « invités » et non pas des « réfugiés ». Quelle réalité juridique se cache derrière ce terme ?

Zeynep Kivilcim : Il faut savoir que la Turquie n'accorde le statut officiel des réfugiés que pour les ressortissants issus du Conseil de l'Europe¹ selon la convention de l'ONU de 1951 et avec un droit de réserve géographique pour certains pays. Et si pour avoir le statut de réfugié, il faut subir un entretien préalable auprès de l'UNHCR, en pratique, peu de réfugiés effectuent cette démarche administrative car elle est laborieuse et peut durer des années. Quand la première vague de Syriens est arrivée en avril 2011, le ministère de l'Intérieur turc a annoncé qu'ils seraient « sous la protection temporaire de la Turquie ». Cela n'a aucune véritable base juridique, le ministère s'étant juste vaguement référé à une directive de l'Union européenne sur le régime de protection temporaire des réfugiés². Après cette annonce, une circulaire émanant du même ministère a été rédigée spécifiquement à l'encontre des réfugiés syriens... mais placée sous le sceau du secret d'État. Personne ne savait quels droits effectifs étaient accordés aux Syriens.

Il y a eu ainsi trois années de flou juridique total jusqu'en avril 2014 où une première loi dite « sur les étrangers et la protection internationale » est entrée en vigueur. Mais, alors que les Syriens forment la plus grande communauté de réfugiés en Turquie, seul un article mentionne la question du régime de protection temporaire. La Turquie pratique une « politique de la porte ouverte » envers les Syriens, mais il s'agit d'une tactique pour pouvoir garder sous sa coupe plus de deux millions de réfugiés avec un statut juridiquement précaire.

Qu'a révélé ton travail d'enquête sur la condition féminine des réfugiées syriennes à Istanbul ?

J'ai effectué plus d'une trentaine d'entretiens avec des femmes et des LGBT syriennes en compagnie d'une collègue dans les quartiers de Büyükdere, Beyoğlu, Tarlabasi, Fatih, Esenyurt, Küçükpazar, Sirinevler, Eyüp, Bağcılar, Sarıyer. Il faut savoir qu'officiellement 77% des réfugiés sont des femmes et des enfants, mais le parangon du réfugié syrien est un homme, arabe et hétérosexuel alors qu'il y a des femmes, des minorités sexuelles, des Kurdes, des alévis, des chrétiens, etc. De même, il n'existe pas une condition féminine syrienne mais une pluralité de conditions sociales.

Les femmes les plus défavorisées sont les Syriennes kurdes qui subissent une double discrimination. Elles sont dans une situation de peur permanente de par leur kurdicité. Elles sont aussi à l'origine socialement désavantagées : ces femmes sont pour la

plupart illettrées et toutes celles qu'on a rencontrées ont été mariées, dès l'âge de 12 ou 13 ans. Elles vivent dans des quartiers en pleine rénovation urbaine, comme Tarlabasi³, où les réfugiés occupent des maisons délabrées ou vivent sous l'emprise de marchand de sommeil qui leur louent des chambres insalubres. À Küçükpazar, de nombreuses Syriennes kurdes pratiquent la mendicité mais aussi le travail sexuel. La violence psychologique qu'elles subissent les plonge dans un état d'anxiété permanent, notamment du fait que leurs enfants partent mendier jusqu'à très tard le soir.

Chez les gays et individus trans syriens qui doivent survivre de façon dissimulée au sein de la société turque, le lieu de travail – l'atelier textile ou la cuisine de restaurant – est souvent le même lieu pour vivre et dormir, ce qui accroît les phénomènes d'exploitation sexuelle et économique. Une syrienne transsexuelle nous a par exemple affirmé qu'elle était harcelée sexuellement en permanence par son propriétaire. J'ai également réalisé un entretien avec une Syrienne très religieuse, qui portait le voile intégral et fréquentait les milieux islamistes. C'était une femme éduquée qui donnait des cours d'arabe. Un de ses étudiants turcs a réalisé toutes les étapes nécessaires auprès des autorités religieuses pour pouvoir se marier avec elle. Suite à leur union, elle est tombée enceinte de jumeaux. Son mari l'a ensuite abandonnée et elle a depuis perdu toute autonomie : elle ne donne plus de cours d'arabe, est devenue affectivement dépendante de cet homme et économiquement dépendante des associations reli-

gieuses. Elle se dit sentie trahie dans ses valeurs religieuses. S'il existe une pluralité de conditions de vie chez ces réfugiées, il y a une réelle transversalité de leur oppression, que l'on soit une Kurde, une femme pieuse sunnite ou une transsexuelle...

Quels liens existent entre le statut juridique des réfugiées syriennes et leurs conditions de vie ?

La plupart des Syriennes sont entrées clandestinement en Turquie car elles n'ont pas de passeport. Elles sont, selon moi, victimes de violences juridiques sciemment entretenues par la législation turque. Le régime de protection temporaire maintient un vide juridique et empêche de demander un statut légal de réfugié auprès de l'UNHCR. Les Syriennes sont ainsi juridiquement captives : comme il existe des frontières entre les pays, elles font également face à des frontières juridiques. Les réfugiés syriens sont otages du gouvernement turc en étant totalement dépendants d'un État qui prépare les conditions nécessaires à leur exploitation économique.

Depuis l'an dernier, une loi stipule que les conditions d'obtention du permis de travail, notamment pour les étrangers bénéficiant du régime de protection temporaire, seront définies par le Conseil des ministres. Mais à l'heure actuelle, ce dernier n'a toujours rien décidé. Il faut remarquer ici que, concernant les réfugiés syriens, les décisions relatives à leurs conditions de vie sont toujours prises par le pouvoir exécutif. Je parlais même d'une nouvelle forme de « gouvernementalité », selon le concept propre à Michel Foucault, dans le sens où l'État turc exerce sur les Syriens réfugiés une forme de surveillance et de contrôle gestionnaire. On a, en parallèle, une politique gouvernementale qui a clairement affiché sa volonté de flexibiliser le marché du travail turc et une population de plus de deux millions de Syriens, juridiquement précaire et en âge de travailler.

Dans cette situation de violence juridique et d'exploitation économique organisée, les femmes syriennes sont les plus vulnérables. Elles travaillent toutes, que ce soit dans les ateliers textiles où les salaires sont extrêmement bas (en général deux fois inférieurs à celui des Turcs) ou via la prostitution et la mendicité. Les très jeunes travaillent aussi et on peut trouver des enfants de 12 à 14 ans sur les chantiers de construction [et dans les ateliers textiles, ndlr]. Durant notre enquête, on s'est aperçu que de nombreux maris ne travaillaient pas et régulièrement, la femme interrogée déclarait que son mari était soit malade soit en guerre en Syrie. Il est démontré qu'en cas de situation d'extrême précarité se met en place une véritable féminisation de la survie.

Comment a évolué depuis quatre ans la situation des réfugiées syriennes ? Comment réagissent les mouvements sociaux turcs face à ces violences étatiques ?

L'autre violence juridique envers les réfugiées syriennes est celle du mariage. Il existe de véritables réseaux organisés de vente de femmes syriennes, sur des marchés réels ou en ligne. Des dizaines de milliers de Syriennes mineures sont vendues à des Turcs polygames avec des cas d'abus sexuels sur enfants et de grossesses précoces⁴. Ces jeunes femmes sont vendues par leur famille, soit parce que celle-ci est contrainte soit parce qu'elle a peur pour l'avenir de leur fille. Ce trafic est organisé par des fonctionnaires qui ont la gestion des camps de réfugiés et les imams qui valident les mariages. C'est une pratique qui se fait à ciel ouvert et on assiste à une complète inaction des autorités publiques, alors que concernant les abus sexuels sur mineurs, les procureurs turcs peuvent eux-mêmes directement ouvrir une procédure judiciaire. La situation des réfugiés syriens se dégrade en même temps que la situation politique turque actuelle. Elle ne permet pas la solidarité de la gauche et des organisations de soutien aux migrants. Aucun parti turc, à part l'AKP [parti islamo-conservateur au pouvoir depuis 13 ans], n'a dans son programme une réelle politique envers les réfugiés syriens. Le HDP [coalition prokurde de partis de gauche et du mouvement social turc] a des propositions concernant la situation en Syrie, mais pas spécifiquement sur les conditions de vie en Turquie des réfugiés syriens. Pendant ce temps, la haine envers les Syriens croît jour après jour et la plupart des Turcs souhaitent leur départ. À Samandag, près de la frontière syrienne, la ville opte pour une politique ouvertement raciste, l'hôpital affiche même son refus de soigner des réfugiés syriens. La gauche turque reste dans des considérations macro-politiques, éloignées de tout matérialisme ; pourtant, le soutien à la Syrie, c'est aujourd'hui et ici, en aidant les réfugiés du quartier de Tarlabasi. Le mouvement social turc doit avoir une réponse politique et concrète à apporter aux réfugiés syriens et plus particulièrement les organisations féministes qui doivent avoir à l'ordre du jour de leur agenda politique la question des réfugiées, car ce ne sont certainement pas les hommes qui amélioreront les conditions de vie des femmes et LGBT syriennes.

PROPOS RECUEILLIS PAR MICKAËL CORREIA

¹. Soit 47 États membres dont les pays de l'Union européenne, la Suisse, la Turquie ou encore la Russie.

². Selon la directive de l'Union européenne, le régime de protection temporaire est mis en place quand un État fait face à un afflux en masse de réfugiés, la procédure pour demander le statut de réfugié via l'UNHCR étant trop longue.

³. À propos de ce quartier, voir CQFD n° 85, janvier 2011.

⁴. Sur cette question des mariages précoces de réfugiées syriennes, l'ONG Care a édité en mai 2015 un rapport intitulé *Child marriage in emergencies – the fatal confusion between protecting girls and sexual violence*.



Gamine syrienne, quartier d'Esenyurt.